

période, nous avons vu le chômage atteindre 16 p. 100 et même 20 p. 100 de l'effectif de la main-d'œuvre dans les provinces atlantiques. C'est cela qui s'est produit dans ces provinces: le chômage y a été plus élevé que dans toutes les autres régions du pays; le chômage y a été plus considérable au cours des six dernières années qu'à n'importe quelle autre époque récente de notre histoire. Comment un député peut-il se réjouir du progrès réalisé quand on songe au grand nombre de Canadiens de notre région qui sont en chômage, et depuis longtemps, dans plusieurs cas?

M. Graftey: Mettez un frein à la démagogie et mettez-vous à l'œuvre.

L'hon. M. MacEachen: Certes, l'ancien gouvernement a accompli quelque chose. Je ne veux pas mépriser l'intérêt que certains représentants ont manifesté à l'égard du bien-être de la population des provinces de l'Atlantique, mais je crois que ce serait fausser le sens de l'histoire que de permettre à certains de laisser entendre que la prospérité et l'expansion économique ont régné dans les provinces de l'Atlantique ces cinq dernières années, car ce fut tout le contraire. Elles ont connu le niveau de chômage le plus élevé du Canada.

Aucune industrie n'a été plus affectée que celle du charbon, dont la production a baissé d'un million et demi de tonnes au cours des cinq années pendant lesquelles l'ancien gouvernement a dirigé l'économie du Canada. A mon avis, l'autorisation accordée à l'Office d'entreprendre la mise au point d'un programme d'ensemble et l'avance de 100 millions de dollars, constituent pour le moment des mesures importantes, qui complètent le bill présenté au cours de la dernière session.

On a beaucoup parlé des nominations. On penserait que des intérêts de parti n'entraînent nullement en ligne de compte lorsque l'ancien gouvernement a nommé les membres de l'Office d'expansion économique de la région atlantique. On croirait qu'aucune considération de nature politique n'a influencé l'ancien ministre du Revenu national au moment de ces nominations. Je crois qu'un examen des antécédents des membres actuels de l'Office, quelles que soient leur valeur et leur compétence, révèle que les considérations d'ordre politique n'ont pas été étrangères à leur nomination. Aucune disposition du bill ne prévoit que les services de ces membres de l'Office d'expansion économique de la région atlantique ne seront plus requis. Ils sont susceptibles d'être nommés à nouveau et il se peut que, lorsque viendra le temps de renouveler leur mandat, les honorables

[L'hon. M. MacEachen.]

députés soient surpris de constater que leurs amis continueront à faire partie de l'Office. Il n'est certainement pas injuste...

M. Woolliams: Vous regretterez peut-être ces paroles.

L'hon. M. MacEachen: ...qu'un nouveau gouvernement ait l'occasion d'évaluer le travail des membres de cet Office, d'examiner leur attitude et leur empressément à collaborer avec un nouveau ministre. Il est certainement juste qu'un nouveau gouvernement ait cette occasion et c'est tout ce que prévoient les amendements apportés à cette loi. Les membres de l'Office ne sont pas remerciés; ils sont susceptibles d'être nommés à nouveau à l'expiration de leur mandat. Il ne me semble pas que ce soit là une disposition injuste que demande le nouveau gouvernement, car cette mesure modificatrice rehausse l'importance de l'Office d'expansion économique de la région atlantique.

M. H. Russell MacEwan (Pictou): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de retarder l'adoption du bill. J'ai écouté avec intérêt le discours du ministre du Travail et j'aimerais traiter brièvement de quelques points qu'il a soulevés.

Le ministre a parlé longuement du fameux rapport de la Commission Gordon sur les provinces Maritimes et il a relevé les propos de l'honorable représentant de Queens à ce sujet. Comme je l'ai signalé lors du débat sur le budget, nous savons tous ce que le ministre des Finances a écrit dans le célèbre rapport Gordon. On le connaissait si bien dans les provinces Maritimes que l'auteur a dû venir dans ma circonscription, en 1961 je crois, afin de présenter un autre rapport Gordon à l'école secondaire rurale de Sutherlands River. A l'époque, il a déclaré: «Je ne voulais pas vraiment dire qu'il fallait qu'ils déménagent». J'ai voulu dire ceci, cela et cela. Mais, comme je l'ai signalé lors du débat sur le budget, nous nous méfions du ministre des Finances. C'est lui qui tient les cordons de la bourse et j'espère que le ministre du Travail le verra souvent afin d'obtenir de l'aide pour notre région. Nous étions très heureux que l'ancien ministre des Finances vienne de la Nouvelle-Écosse: il nous a beaucoup aidés. J'espère que le ministre du Travail a beaucoup d'influence sur le ministre des Finances, comme on dit familièrement dans les provinces Maritimes.

Le ministre a dit qu'au cours de la 24^e Législature on n'avait rien fait de neuf, sauf les subventions de redressement à la région atlantique. Ça c'était du neuf. Le ministre est un peu plus âgé que moi—pas beaucoup—mais il ne siège peut-être pas à Ottawa depuis des années. Je n'ai pas oublié ce grand